

## **PROPOSITION**

Monsieur François Legault, premier ministre, propose, après consultation auprès des partis d'opposition et des députés indépendants :

QUE conformément aux articles 104, 104.1 et 105 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), madame Sophie Giroux-Blanchet, secrétaire générale adjointe et avocate, Commission d'accès à l'information, soit nommée, suivant la procédure de sélection des personnes aptes à être nommées membres de la Commission d'accès à l'information établie par règlement du Bureau de l'Assemblée nationale, membre de la Commission d'accès à l'information, affectée à la section juridictionnelle, pour un mandat de cinq ans à compter du 2 juillet 2024 et que sa rémunération et ses autres conditions de travail soient celles contenues dans le document ci-annexé que je dépose.

**RÉMUNÉRATION ET AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL  
DE MADAME SOPHIE GIROUX-BLANCHET COMME MEMBRE DE LA  
COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION  
AFFECTÉE À LA SECTION JURIDICTIONNELLE**

QUE madame Sophie Giroux-Blanchet exerce ses fonctions au bureau de la Commission d'accès à l'information à Québec;

QUE pour la durée du présent mandat, madame Sophie Giroux-Blanchet, avocate, Commission d'accès à l'information, soit en congé sans traitement de la Commission d'accès à l'information;

QUE le traitement annuel de madame Sophie Giroux-Blanchet soit de 133 626 \$;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées s'appliquent à madame Sophie Giroux-Blanchet comme membre d'un organisme du gouvernement du niveau 4;

QUE dans le cas où le premier ministre a l'intention de recommander à l'Assemblée nationale le renouvellement du mandat de madame Sophie Giroux-Blanchet à titre de membre de la Commission d'accès à l'information, il l'en avise dans les six mois de la date d'échéance du présent mandat;

QUE madame Sophie Giroux-Blanchet puisse demander que ses fonctions de membre de la Commission d'accès à l'information prennent fin avant l'échéance de son mandat après avoir donné un avis écrit au président de l'Assemblée nationale. En ce cas, elle sera réintégrée comme avocate à la Commission d'accès à l'information au traitement qu'elle avait comme membre de la Commission d'accès à l'information sous réserve que ce traitement n'excède pas le maximum de l'échelle de traitement des avocats de la fonction publique;

QUE si le mandat de madame Sophie Giroux-Blanchet comme membre de la Commission d'accès à l'information n'est pas renouvelé ou si le gouvernement ne la nomme pas à un autre poste, cette dernière soit réintégrée parmi le personnel de la Commission d'accès à l'information aux conditions énoncées au paragraphe précédent.